

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 30/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC**

ZA de la Plaisse  
73370 Le Bourget-du-Lac

Références : 20230317\_RAP\_InspectionGlissement\_SCBL\_BourgetduLac\_Géorisques.odt  
Code AIOT : 0006101522

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC implanté Les Ramées 73370 Le Bourget-du-Lac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a signalé au service d'inspection des installations classées et conformément à son arrêté préfectoral, un glissement de terrain créé en bordure du périmètre autorisé de la carrière et survenu à la suite d'un épisode pluvieux intense en début de semaine 11. La visite d'inspection réalisée en fin de cette même semaine 11 a donc été conduite afin d'évaluer les enjeux associés à cet événement accidentel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC
- Les Ramées 73370 Le Bourget-du-Lac
- Code AIOT : 0006101522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCBL est composée des deux actionnaires suivants :

- 50 % société LANGAIN (société de bâtiment et de travaux publics);
- 50 % société SCMS (exploitant de carrières, filiale du groupe EIFFAGE).

L'exploitation du site est réalisée sous couvert d'un arrêté préfectoral du 27 novembre 2014, complété par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2020.

Elle se fait par campagnes discontinues selon les besoins de la société LANGAIN ou de la société SCMS. Aucune entreprise extérieure ni aucun particulier ne vient directement s'approvisionner sur ce site dont l'exploitation est menée par du personnel et des engins de la société LANGAIN et également de la société SCMS.

L'exploitation se fait à la pelle mécanique complétée d'une chargeuse. Une partie des matériaux

extraits est acheminée par camions semi-remorques vers la plate-forme de traitement des matériaux LANGAIN située, au nord, à quelques centaines de mètres de la carrière. L'autre partie des matériaux est prise en charge par la société SCMS qui approvisionne par tombereau son site de La Motte Servolex, au sud, par l'intermédiaire du chemin privé dit "de la combe des vallons".

Dans le cadre de l'avancement des travaux d'exploitation sur le site SCBL, 2 phénomènes géologiques distincts ont été observés au droit de la zone d'extraction:

- en 2016 a été mis en évidence une augmentation de l'épaisseur des matériaux de découverte, non valorisables en direction du sud. Cette épaisseur de découverte, comprise entre 1 et 2 m sur les terrains jusqu'alors exploités, a augmenté jusqu'à 15 mètres d'épaisseur au stade d'exploitation actuel en 2019 ;

- en 2018, les travaux d'extraction ont révélé une remontée du substratum sous-jacent, mettant à nu une couche de lignite, représentant une perte de 4 mètres d'épaisseur. En 2019, une nouvelle remontée de lignite a été constatée, avec une perte de 7 mètres supplémentaires d'épaisseur de gisement.

Ces deux singularités cumulées induisent, de fait, une diminution significative du gisement exploitable. Afin de palier ces difficultés, la société SCBL a déposé le 11 mars 2022 un nouveau projet d'extension de la carrière actuelle, en cours d'instruction, qui pourrait permettre de renouveler l'autorisation pour une durée de 20 ans.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stabilité du front ouest
- Gestion des eaux de ruissellement
- Plans de phasage d'exploitation et de remise en état

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 6.3	/	Sans objet
5	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 17	/	Sans objet
2	Réglementations générales et dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection conduite à la suite de l'évènement pluvieux ayant entraîné un glissement de terrain en bordure du périmètre autorisé a mis en évidence un manque de maîtrise de l'exploitant dans la gestion des eaux de ruissellement et dans la conduite de l'exploitation en particulier en ce qui concerne la stabilité des talus. Ces constats confirment par ailleurs les observations et demandes formulées lors de la visite du 11/04/2022 qui n'ont pas fait l'objet de réponses satisfaisantes de la part de l'exploitant.

Dès lors, il est proposé au préfet de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SCBL de respecter les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 27/11/2014 :

- en garantissant la stabilité de la zone ouest par la réalisation d'une étude de stabilité,
- en justifiant du bon dimensionnement et du maintien de l'efficacité des dispositifs de gestion des eaux de ruissellement,
- en transmettant un plan d'exploitation actualisé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions administratives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 17
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accident ou incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant, représenté par Monsieur Jean-Philippe RICHONNIER, a informé par (SCBL)téléphone le service d'inspection des installations classées, le mercredi 15/03/2023, d'un évènement pluvieux significatif ayant entraîné un glissement de terrain survenu entre la journée du 13/03 et celle du 14/03/2023.
<b>Observations :</b> À la suite de l'évènement pluvieux ayant eu des conséquences sur et en dehors du périmètre autorisé actuel, le service d'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de conduire une analyse de l'évènement. Cette analyse fera l'objet d'un rapport d'incident dont les conclusions seront transmises au service d'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme (étude de stabilité, étude hydraulique...).
Le rapport précisera également les références cadastrales des parcelles touchées par les conséquences du glissement de terrain et justifiera la maîtrise foncière (ou non) de ces parcelles par l'exploitant.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. À noter que conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité à court terme de ce secteur de sorte que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas remise en cause.
Préalablement à ces travaux, l'exploitant transmet une note mentionnant :
<ul style="list-style-type: none"><li>– la nature des travaux envisagés (localisation, moyens, volumes, etc.) ;</li><li>– le calendrier prévisionnel des différents travaux envisagés avec tous les éléments d'appréciation du caractère d'urgence. En fonction de ce calendrier, le service d'inspection des installations classées déterminera la meilleure manière d'encadrer administrativement ces opérations ;</li><li>– la justification du maintien d'une distance horizontale suffisante telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise (en particulier en ce qui concerne le chemin communal) ;</li><li>– les procédures de contrôle et de surveillance proposées lors des phases sensibles de réalisation de ces travaux ;</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>– la description des modalités d'élimination des déchets récupérés ;</li> <li>– en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité du milieu, de l'eau, de l'air ou du sol.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Réglementations générales et dispositions préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôtures et barrières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.
<b>Constats :</b> Le glissement de terrain ayant entraîné la clôture existante, un dispositif transitoire a été mis en place. L'exploitant nous a précisé lors de cette visite que le dispositif de clôtures, tel qu'installé au jour de la visite d'inspection, devait être amélioré afin de répondre pleinement aux dispositions réglementaires applicables au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Dispositions préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant maintient la perméabilité naturelle du site. Le drainage des terrains est réalisé afin de les rendre compatibles avec une remise en état de type agricole sur le carreau de la carrière et de type boisements sur le talus. Les eaux de ruissellement ne sortent pas de la carrière. Elles sont collectées au niveau des talus par des drains associés à des fossés, puis orientées vers les bassins d'infiltration. Ces derniers sont dimensionnés pour assurer le stockage d'une pluie décennale. Aucun rejet dans le ruisseau des Combes n'est autorisé.
<b>Constats :</b> L'évènement pluvieux a mis en évidence les difficultés de l'exploitant dans la gestion des eaux de ruissellement qui circulent sur et en dehors du périmètre autorisé actuel. À noter que la cartographie IGN disponible à l'adresse suivante : « <a href="https://geoportail.rgd.fr/vmap/widget/vmap?map_id=2&amp;token=b02f0182-7d09-11ec-b7c5-005056ab76a2&amp;widget_title=Portail%20cartographique&amp;layers_tool=true&amp;maps_tool=true&amp;helper_tool=true&amp;map_ext=651493.3678%7C5721269.954%7C652244.9451%7C5721621.630">https://geoportail.rgd.fr/vmap/widget/vmap?map_id=2&amp;token=b02f0182-7d09-11ec-b7c5-005056ab76a2&amp;widget_title=Portail%20cartographique&amp;layers_tool=true&amp;maps_tool=true&amp;helper_tool=true&amp;map_ext=651493.3678%7C5721269.954%7C652244.9451%7C5721621.630</a> » définit la zone du Talweg comme une zone d'écoulement des eaux préférentielle.
<b>Observations :</b> Un état des lieux de la situation vis-à-vis du respect de l'article 6.3 - eaux de ruissellement de l'AP du 27/11/2014 est demandé sous 3 mois. En particulier, l'exploitant devra justifier, sous la forme d'une étude hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé, du maintien des capacités actuelles d'évacuation et de stockage du dispositif de gestion des eaux de ruissellement. Il devra également être en capacité de justifier du bon dimensionnement des dispositifs permettant d'assurer le stockage d'une pluie décennale, au minimum, et ce en caractérisant la durée de retour d'un évènement tel que survenu les 13 et 14/03/23. Un plan de localisation des zones de circulation des écoulements hydrauliques (drains, fossés, bassins, zones d'écoulements préférentiels, etc.) est également attendu.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le talus final d'une d'une pente intégratrice générale de l'ordre de 38°, est constitué d'une succession de gradins et de risbermes qui seront taillés dans le terrain naturel. Afin d'assurer la stabilité à long terme de ce talus final :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chaque gradin final taillé dans le terrain naturel fera 5 m de haut et sera taluté à une pente de 50° par rapport à l'horizontal ;</li> <li>- chaque risberme fera 4 m de large au minimum ;</li> <li>- les eaux de ruissellement seront drainées pour éviter toute accumulation susceptible de déstabiliser les sols.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> La visite d'inspection du 17/03/23 a confirmé les constats formulés lors de la visite d'inspection du 11/04/2022. En effet, il avait été noté le jour de l'inspection une forte dégradation des fronts, notamment due aux eaux de ruissellement. Par ailleurs, les risbermes ne semblaient pas respecter les critères prescrits par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le glissement de terrain survenu entre le 13 et le 14/03/23 démontre le bien fondé des demandes du service d'inspection des installations classées à savoir « la réalisation d'une étude permettant de vérifier la stabilité pérenne des fronts du site et des sols ».</p>
<p><b>Observations :</b> La réponse apportée par l'exploitant par courrier du 19/07/2022 aux constats formulés dans le rapport d'inspection en date du 27/06/2022 fait mention des éléments suivants : « nous avons pris contact avec un bureau d'études pour nous établir une étude de stabilité du gisement. A noter que dans le cadre de l'exploitation à finaliser et en cas d'obtention de la dérogation à la bande des 10 m sur la moitié nord-ouest du site, des volumes de matériaux de découverte devrait être stocké contre le front ce qui renforcera la stabilité depuis le bas du site ». Ces éléments de réponse n'ont pas été suivis d'effet puisqu'à ce jour l'inspection des installations classées n'a pas été destinataire de l'étude de stabilité précitée. Par ailleurs, le renforcement de la stabilité par des opérations dont la programmation n'est pas assurée ne permet pas de répondre aux enjeux à court terme vis-à-vis de la stabilité des terrains.</p> <p>Si le glissement de terrain et les fronts d'exploitation situés à l'ouest du périmètre autorisé ne présentent pas d'enjeu environnemental notable à ce stade, il est nécessaire de s'assurer que ces zones potentiellement instables ne peuvent pas engendrer d'autres risques notamment en matière de sécurité hydraulique ou publique vis-à-vis du chemin communal ou des parcelles voisines présents en partie supérieure.</p> <p>Considérant les éléments présentés ci-avant, le service d'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société SCBL en prescrivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation sous 3 mois d'une étude géotechnique spécifique de l'ensemble de la partie ouest du périmètre autorisé ;</li> <li>- elle devra conclure sur la stabilité du massif et détailler les travaux à effectuer pour la mise en sécurité des zones considérées ainsi que les conditions nécessaires pour la réalisation des travaux afin d'éviter tout risque pour la sécurité des personnes et des biens.</li> </ul> <p>À cet effet, l'exploitant transmettra également, un plan d'action échéancé relatif à la réalisation des différentes étapes nécessaires à assurer la stabilité des zones dangereuses si nécessaire. Ce plan d'action sera complété par la transmission d'un rapport de synthèse de l'exploitant précisant le scénario retenu et explicitant la nature des travaux projetés. Ce rapport justifiera par ailleurs des choix techniques de l'exploitant (au regard des diverses préconisations émises par le bureau d'études compétent qui aura été retenu).</p> <p>Également, l'exploitant justifiera, au fil de l'eau, du respect des échéances de ce plan d'action dont les délais auront été préalablement validés par le service d'inspection.</p>

Par ailleurs, l'exploitant fera procéder à un relevé géomètre afin de mesurer le volume total de matériaux partis lors du glissement de terrain. Avant la réalisation des travaux validés par le bureau d'étude géotechnique, l'exploitant informera l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Dispositions particulières d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances limites et zones de protection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et la danger est signalé par des pancartes. Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. A titre dérogatoire, par application de l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, cette distance de sécurité de 10 m est supprimée sur tout le secteur ouest du périmètre d'extension de la carrière conformément au plan ci-joint. Sur ce secteur spécifique, le bord de l'excavation peut être confondu avec la limite du périmètre autorisé. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des fronts d'exploitation de ce secteur de sorte que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas remise en cause. En tout état de cause, le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées (ou tout autre installation...).
<b>Constats :</b> Le constat n°2 démontre que l'accès aux zones dangereuses est interdit par une clôture efficace et que le danger est signalé, en partie supérieure, par des affichages bien visibles. Pour autant et à l'intérieur du périmètre autorisé, la zone de danger n'était pas matérialisée, le jour de la visite, en raison des risques et des difficultés d'accès à la zone.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de matérialiser, dès que possible, les zones dangereuses situées sur le périmètre autorisé actuel en lien avec le glissement de terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Dispositions particulières d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registres et plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le rapport d'inspection lié à la visite du 11/04/2022 formulait une demande « d'actualisation d'un plan de phasage et de remise en état ainsi que des plans du site ». La réponse apportée par l'exploitant dans son courrier du 19/07/2022 faisait mention des éléments suivants : <i>« les plans de phasages ont été présentés dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière du Bourget du Lac. Ils seront davantage détaillés et leur mise à jour sera communiquée à l'inspection des installations classées dès qu'elle aura été réalisée. [...] L'ensemble</i>

*des plans sera transmis courant août 2022 ».*

Les cartographies citées dans le courrier du 19/07/2022 figurent bien dans le dossier en cours d'instruction. Pour autant, ces documents correspondent au projet d'extension/renouvellement et non au phasag actuellement autorisé. Par ailleurs, le plan topographique est peu lisible puisque l'on ne peut clairement voir la dimension des risbermes et des fronts sur la zone ouest.

**Observations :** Considérant les éléments présentés ci-avant, le service d'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de compléter le projet d'arrêté portant mise en demeure en prescrivant, sous 3 mois, la transmission d'un plan d'exploitation mis à jour et conforme à l'article 7.6 de l'AP du 27/11/2014 ainsi que l'ensemble des plans lisibles dont la réponse de l'exploitant dans son courrier du 19/07/2022 fait mention.

Le plan d'exploitation devra bien évidemment prendre en considération les conséquences du glissement de terrain objet du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois